

Saint-Brévin: historique d'une mobilisation citoyenne solidaire

Depuis 2016, les actions conduites en soutien des migrants par les 120 bénévoles du collectif des Brévinos attentifs et solidaires ont pu démontrer que l'accueil des exilés, loin d'être un obstacle pour les communes, est une opportunité pour encourager les initiatives solidaires et sensibiliser les habitants aux questions de migration.

Collectif des Brévinos attentifs et solidaires (CBAS)

En octobre 2016, le gouvernement Hollande décide de démanteler le camp de migrants habituellement appelé « jungle » de Calais. Pour ce faire, les migrants, qui pour la plupart, souhaitent rejoindre l'Angleterre sont orientés vers divers centres implantés en France. À Saint-Brévin-les-Pins, il est donc prévu d'accueillir environ 70 jeunes hommes seuls dans un ancien centre de vacances appartenant au comité d'entreprise d'EDF. Rapidement, un petit collectif de Brévinos se manifeste, notamment par le biais de pétitions sur les marchés pour refuser l'accueil des réfugiés. À l'époque, ils invoquent comme argument une certaine duplicité des migrants, qui se feraient passer pour des demandeurs d'asile alors qu'ils ne seraient que des migrants dits « économiques ». Une personne dont nous ne connaissons jamais l'identité s'autorise à tirer à balles réelles sur les locaux du centre, vides à ce moment-là. Parallèlement, ils appellent à

une manifestation devant la mairie pour afficher leur opposition au projet d'accueil, ne réussissant à mobiliser qu'une trentaine de personnes. Ils invitent aussi les Brévinos à une réunion publique dans le but, disent-ils, d'informer la population. Face à ces manifestations xénophobes, trois Brévinos décident de lancer un appel pour constituer un collectif qui, au contraire, afficherait des valeurs d'accueil et de bienveillance envers les exilés.

Genèse, historique et mobilisation du CBAS

Nombre de personnes soucieuses de venir en aide aux migrants se retrouvent alors pour faire collectif. C'est ainsi que naît le Collectif des Brévinos attentifs et solidaires (CBAS) qui se constituera par la suite en association. Le collectif organise sur les marchés de Saint-Brévin des distributions de tracts et un affichage appelant à un accueil bienveillant des migrants, évoquant

celui de Gétigné en Loire-Atlantique, qui s'était fait sereinement, sans réaction hostile de la population.

Alors que les quelques Brévinos refusant l'accueil, soutenus à l'époque par le Front national, appellent à un rassemblement qui ne réunira qu'une trentaine de personnes, le CBAS, lui, réussit, avec le concours d'associations de Saint-Nazaire à rassembler 300 personnes. Un grand mouvement de solidarité voit le jour à l'issue de cet événement, révélant un vivier important de bénévoles prêts à se mobiliser auprès des demandeurs d'asile. La municipalité de l'époque, bien qu'elle dénonce les propos xénophobes tenus par les opposants à l'accueil, ne s'engage aucunement dans un éventuel soutien solidaire. Le CBAS devient alors l'interlocuteur privilégié de l'association Trajet, gestionnaire du centre d'accueil nommé par l'État. L'association Trajet fait alors appel aux bénévoles du CBAS, mais aussi à ceux d'ABCD'Retz ou de Retz'activités, voire même à des personnes intervenant seules sans engagement associatif. Cela permet de mettre en place divers types d'activités qui seront déclinées ultérieurement. Jusqu'en avril 2017, l'activité du CBAS est dominée par la volonté de soutenir au mieux l'activité de l'association Trajet et d'aider les demandeurs d'asile et les réfugiés dans leur intégration sur le territoire français.

« Nombre de personnes soucieuses de venir en aide aux migrants se retrouvent alors pour faire collectif. C'est ainsi que naît le Collectif des Brévinos attentifs et solidaires (CBAS) qui se constituera par la suite en association. Le collectif organise sur les marchés de Saint-Brévin des distributions de tracts et un affichage appelant à un accueil bienveillant des migrants. »

ACTUALITÉ

Accueil des migrants

En avril 2017, les migrants quittent progressivement le centre de Saint-Brévin. Certains, après avoir obtenu le droit d'asile, vont s'intégrer à la société française, aidés en cela par des bénévoles qui les hébergent et les aident dans leurs démarches. Ceux que l'on appelle les « dublinés », en référence aux accords de Dublin, sont contraints de rejoindre le pays d'Europe où ils sont arrivés et qui les a enregistrés comme demandeurs d'asile. Quelques réfugiés sont orientés vers d'autres Cda en France alors que certains, déboutés de leur demande, deviennent des « sans-papiers ». D'avril 2017 à octobre 2018, le collectif, désormais déclaré en association, se tourne vers d'autres formes d'activités : notamment la mise en place sur la commune d'une session brévine du Festival international des solidarités (Festisol) dont la première édition a pour thème les migrations. Parallèlement, le collectif va s'intéresser plus spécifiquement à la question du logement social sur Saint-Brévin.

Contre les discours xénophobes

En octobre 2018, la mairie de Nantes doit faire face à une arrivée massive de migrants. N'ayant pas sur place une capacité suffisante d'hébergement, elle passe contrat avec le comité d'entreprise d'EDF pour que nombre d'entre eux soient accueillis dans les locaux de d'un ancien centre de vacances. L'association Aurore est cette fois la gestionnaire de cet Hébergement d'urgence pour les demandeurs d'asile (Huda) qui deviendra un Centre d'accueil des demandeurs d'asile (Cada) en janvier 2023. Le CBAS lance de nouveau un appel aux bénévoles pour aider à l'accueil. De son côté la municipalité de Saint-Brévin ne s'engage toujours pas plus avant dans ce mouvement de solidarité. Différente de celle de 2016, la dynamique s'essouffle. La coordination entre Aurore, le CBAS et d'autres associations s'avère plus compliquée à mettre en place malgré les efforts de certains travailleurs sociaux. Jusqu'à ce jour, la mise en place d'activités se résume à une suite de succès ponctuée d'échecs. Par exemple, l'activité football disparaît progressivement faute de foot-

Le pont de Saint-Nazaire, qui enjambe l'estuaire de la Loire et relie la ville de Saint-Nazaire à Saint-Brévin-les-Pins, pourrait symboliser la nécessité de bâtir des ponts plutôt que des murs pour encourager une politique d'accueil solidaire des exilés.



© DANIEL JOLIVET, LICENCE CC

balleurs alors que celle relative à l'entretien des vélos connaît un succès constant. Néanmoins, le CBAS organise régulièrement avec le concours d'Aurore des journées de nettoyage du centre et des soirées festives, permettant aux bénévoles et aux résidents de tisser des liens.

En 2022, un projet de déménagement du Cada est à l'ordre du jour, imposé par l'État. Il est prévu que le futur centre soit situé à proximité de l'école de la Pierre-Attelée et accueille 33 jeunes hommes, 24 femmes avec enfants et 8 familles. Mais la municipalité, par crainte de nouvelles résistances au projet, communique mal et il faudra attendre quelques mois pour que des réunions d'information se mettent en place. De nouveau, quelques Bréveinois riverains du futur Cada créent un collectif refusant l'implantation de ce centre à côté d'une école. Cette fois, leurs arguments affichent un racisme clairement exprimé : ils affirment par exemple que « *ce ne seront pas des familles mais des jeunes hommes qui peuvent violer nos enfants d'autant qu'ils sont perturbés psychologiquement par*

ce qu'ils ont vécu ». Le CBAS intervient et dénonce ces propos par voie de tracts dans le quartier concerné. Il participe parallèlement au comité de pilotage organisé par l'association Aurore pour expliquer l'avancée des travaux et définir le futur projet de Cada. Jusqu'à ce jour, le CBAS a organisé, avec le soutien d'associations nazairiennes diverses (LDH, Mrap, Ucij, etc.), des contre-manifestations pacifiques face aux rassemblements initiés par le collectif anti-Cada. Le samedi 25 mars, il a pu rassembler plus de mille personnes en soutien au projet de Cada.

Pérenniser le bénévolat auprès des migrants

Dès 2016, les bénévoles, motivés et créatifs, mettent en place un bouquet d'activités pour répondre à l'isolement et favoriser l'insertion des jeunes : cela va de la création d'une équipe de foot à l'organisation de concerts, d'expositions et de fêtes, en passant par la projection hebdomadaire de films, l'organisation d'ateliers consacrés à la cuisine, aux arts plastiques ou à

« Un grand mouvement de solidarité voit le jour, révélant un vivier important de bénévoles prêts à se mobiliser auprès des demandeurs d'asile. »



la musique, et des sorties vélo. Depuis, les besoins ont évolué. La volonté d'entraide est toujours d'actualité, mais elle a dû s'adapter aux nouvelles nécessités du centre et de l'association Aurore pour s'orienter vers des activités comme des ateliers d'accompagnement vers l'emploi, mais aussi l'animation de groupes jeux et paroles et le nettoyage collectif du centre. Parallèlement les activités primaires sont toujours présentes : avec l'apprentissage du français, l'organisation d'ateliers de réparation et d'apprentissage du vélo ou du code de la route, une offre de vestiaire et un accompagnement santé.

Pour autant, même si le potentiel bénévole est toujours présent, une partie s'est découragée. L'absentéisme des résidents aux cours de français a semé le doute chez les bénévoles. Le manque de motivation des résidents peut s'expliquer, entre autres, par un parcours difficile qui aboutit parfois à l'échec de leur demande d'asile. Certains dépriment et ne préviennent pas de leur absence au cours de français. Du coup, les bénévoles se déplacent en vain. L'adaptation des propositions des bénévoles prend en compte les demandes de l'association gestionnaire, mais ceux-ci ont aussi besoin d'être soutenus. Or, les projets sont à redéfinir après chaque changement de Direc-

Ne rien céder face aux menaces des extrêmes droites

À Saint-Brévin-les-Pins (44), les extrêmes droites criaient : « À Callac on a gagné, à Saint-Brévin, on va gagner ». Une campagne de « Reconquête » est lancée avec divers groupuscules à Callac et Corlay (22), Thiverval-Grignon (78), Saint-Brévin, Bêlâbre (36), Beyssenac (19) : pour harceler, provoquer le désordre en accusant les autres d'en être responsables, déverser un discours xénophobe et stigmatiser les étrangers qui porteraient atteinte aux droits des « Français ». La municipalité de Callac a fini par abandonner son projet en janvier 2023⁽¹⁾. Elle a cédé face à son instrumentalisation haineuse après des menaces et agressions inacceptables envers les élus et habitants locaux et des manifestations en face à face avec des forces extérieures à la ville. Elle a pâti de l'absence de vigilance et de soutien fort de l'État et des forces progressistes, en articulation avec les acteurs locaux. Il aurait pu et dû en être autrement. À Saint-Brévin, le 25 février, une manifestation solidaire organisée avec tous les acteurs locaux rassemblait pacifiquement près de 1200 personnes. Pour autant, le maire a démissionné et quitté sa commune suite aux intimidations et à l'incendie criminel de son domicile. L'État a été gravement défaillant, n'appuyant pas la

municipalité et restant muet suites aux menaces.

Le préfet, le gouvernement et le président de la République ne s'exprimeront qu'après cette démission.

On a vu notamment à Saint-Brévin des saluts nazis, entendu des appels à prendre les armes contre les étrangers. Si le Rassemblement national (RN) comme Reconquête ont finalement pris leurs distances avec ces actions, ils ont allumé la mèche. À l'Assemblée nationale, lors de l'ovation de soutien au maire, les députés RN restent ostensiblement assis. Plus que jamais, des liaisons unitaires nationales et locales sont à créer pour échanger, repérer et agir de façon concertée et pertinente. Seule une stratégie de large rassemblement est à même de battre celle des extrêmes droites.

(1) Le projet n'était pas un Centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada), mais consistait à accueillir et accompagner des familles réfugiées sur le long terme, palliant les carences de l'État tout en contribuant à faire revivre logements, écoles et commerces.

Philippe Legrand, Christian Payard, Malik Salemkour, co-responsables du groupe de travail « Lutte contre les extrêmes droites » de la LDH

tion : il est parfois compliqué de les mettre en place. C'est actuellement le cas. Le ressenti des bénévoles sur les résistances des travailleurs sociaux a du mal à être clarifié. De plus, l'aide spontanée semble parfois être vécue comme une ingérence. Globalement, l'association gestionnaire ne facilite pas la relation des bénévoles avec les résidents. Elle le justifie par le respect de la vie privée et de la confidentialité, ce qui s'entend, et invoque aussi une charge de travail importante des travailleurs sociaux qui ne leur permet pas d'accorder suffisam-

ment de temps aux bénévoles. Par ailleurs, l'activité des bénévoles à Saint-Brévin ne se résume pas aux seuls résidents du Cada. Il faut aussi noter l'hébergement d'Ukrainiens par des particuliers qui s'investissent dans leur accompagnement. En tout état de cause, le CBAS, parce que c'est sa fonction initiale, continuera de consacrer toute son énergie afin d'assurer la pérennité du bénévolat auprès des migrants à Saint-Brévin. Cela vaudra tout particulièrement pour l'installation du futur Cada de « La Pierre-Attelée ». ●